

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 18/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENTS JEAN ET GUY ROUGHOL**

1 rue Charles Cros  
51000 Châlons-En-Champagne

Références : D3 i 2025 1247  
Code AIOT : 0005703537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS JEAN ET GUY ROUGHOL implanté 1 RUE CHARLES CROS 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à un incendie survenu le 09/12/2025, une visite d'inspection a été diligentée pour constater les faits et les mesures prévues par la société pour remédier à ces incidents.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENTS JEAN ET GUY ROUGHOL
- 1 RUE CHARLES CROS 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
- Code AIOT : 0005703537

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SA ROUGHOL est autorisée, par arrêté préfectoral du 16 juillet 2010 modifié, à exercer des activités de tri, transit, regroupement et traitement de déchets relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été maîtrisé rapidement par les services de secours et le responsable de l'exploitation. Les eaux d'extinction d'incendie ont été confinées dans 2 cuves soit un total de 120 m<sup>3</sup>.

À la demande de l'Inspection, les eaux vont être évacuées rapidement dans une filière spécialisée.

Il s'agit du 4ème incendie en 2 ans, qui survient dans la case de déchets industriels banals (DIB). Des mesures prises par l'exploitant seront effectives courant mars 2026 pour éviter tout nouveau départ d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 09/12/2025 vers 19h30, un incendie s'est déclaré dans la case de DIB (déchets industriels banals) sur le site.</p> <p>L'incendie a été découvert par le rondier (prestataire extérieur). Les pompiers ont été prévenus et sont arrivés sur place vers 19h50.</p> <p>Les services de secours ont utilisés les poteaux extérieurs incendie.</p> <p>Le responsable de l'exploitation est intervenu vers 20h00 pour couper les pompes afin d'isoler les eaux d'extinction incendie.</p> <p>Les pompiers ont maîtrisé l'incendie vers 23h00.</p> <p>Le responsable est resté sur site pour éviter toute reprise de feu.</p> <p>Environ 25 tonnes de DIB ont brûlé.</p> <p>L'exploitant indique à l'Inspection la mise en place de caméras thermiques pour mars 2026 afin de détecter tout point chaud et pouvoir intervenir le plus rapidement possible pour éviter tout incendie. Des devis sont en cours de réalisation.</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure temporaire : avant chargement dans la case DIB et dans les camions, les apporteurs de déchet (société professionnelle) devront entreposer leurs déchets en tas distincts afin de pouvoir identifier le responsable du mauvais tri en cas d'incendie.</p> <p>Un RIA (Robinet d'incendie armé) mobile a été créé par l'exploitant afin d'éteindre le plus rapidement possible un départ d'incendie. Le RIA mobile contient une motopompe et une cuve 1de m<sup>3</sup> d'eau en première intervention. Cependant, ce RIA doit être déplacé par un chariot élévateur.</p> <p>Un exercice incendie permettrait de vérifier l'efficacité d'un tel dispositif et déceler des axes d'amélioration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Confinement des eaux polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article 7.4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'incendie, le volume d'eau à mettre en rétention a été évalué à 450 m <sup>3</sup> . Pour contenir ces eaux, le site dispose de : <ul style="list-style-type: none"><li>- canalisations surdimensionnées (12 m<sup>3</sup>),</li><li>- la bache de relevage (1,5 m<sup>3</sup>),</li><li>- la plate-forme bétonnée formée de plusieurs dalles en forme de pyramides inversées (236 m<sup>3</sup>).</li></ul> L'exploitant mettra en place un dispositif supplémentaire permettant de retenir sur le site les 200m <sup>3</sup> restants. Ce dispositif sera indépendant du système de traitement des eaux et devra permettre d'isoler les pompes de relevage situées avant les bassins de rétention des eaux de ruissellement.
<b>Constats :</b>  Les eaux d'extinction incendie ont été pompées vers deux cuves d'une capacité de 100 m <sup>3</sup> et 20 m <sup>3</sup> soit 120 m <sup>3</sup> au total.  Le laboratoire AQUANALYSE a effectué un prélèvement des eaux d'extinction le 11/12/25. Les résultats sont en cours d'analyse.  Le volume stocké dans les cuves étant important, l'Inspection a demandé à l'exploitant d'évacuer les eaux polluées vers une filière de traitement spécialisée afin de s'assurer de la disponibilité des cuves en cas de nouvel incident susceptible d'arriver sur le court terme. Par courriel du 16/12/2025, l'exploitant a transmis un bon de commande signé sur l'évacuation des eaux polluées. Les eaux polluées seront acheminées vers un traitement spécifique en semaine 51.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• le bordereau de suivi de déchets des eaux polluées vers une filière spécialisée.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois